

SOCIÉTÉ

Marocains en France : revenir, oui mais...

TENDANCE

La majorité des étudiants et diplômés marocains résidant en France affichent une forte volonté de retourner au pays d'origine. Cependant, certains facteurs empêchent certains à franchir le pas.

K.S

Les étudiants et diplômés marocains de l'enseignement supérieur français projettent de rentrer au bercail. La grande majorité souhaite rentrer au plus tard après quatre années d'expérience en France. C'est ce qui ressort d'une récente étude menée par le portail *Careers In Morocco.com* en partenariat avec le Club France Maroc et la fondation Académia. L'enquête réalisée par un bureau d'études porte sur les motivations et freins au retour des étudiants et diplômés marocains de l'enseignement supérieur français. Elle couvre un échantillon de 1897 personnes entre étudiants, diplômés résidant en France et diplômés ayant fait le retour au Maroc. Ils sont dans leur majorité jeunes. Parmi ceux ayant fait le choix du retour au pays, plus de 75 % d'entre eux sont âgés de moins de trente-cinq ans.

Les résultats de cette enquête confortent ceux des études antérieures menées notamment en 2011 par Maroc entrepreneurs. Les enquêtés affichent dans leur majorité une volonté de retour.

Les motivations du retour

53 % des étudiants et 72 % des diplômés installés en France disent vouloir revenir au Maroc. Alors que 14 % des étudiants et 5 % des diplômés résidant en France n'optent pas pour ce choix. Les indécis représentent 34 % des étudiants et 24 % des diplômés résidents. Concernant les facteurs incitatifs au



Quelque 53 % des étudiants et 72 % des diplômés installés en France disent vouloir revenir au Maroc.

retour, les enquêtés avancent deux raisons : l'environnement familial et la volonté de contribuer au développement économique du pays. Les secteurs d'activité de prédilection de ces jeunes diplômés sont les banques, les assurances, la finance, les technologies de l'information et les télécommunications. Le secteur du BTP intéresse à peine 6 % des enquêtés.

Les interviewés disent vouloir s'installer à Casablanca ou à Rabat. Ceci s'explique par le fait que ces deux agglomérations représentent l'axe économique le plus important du pays.

Cependant, plus le séjour à l'étranger se prolonge, moins le retour est probable. L'environnement familial

compte moins pour ceux qui ont une expérience de plus de 10 ans. Le facteur économique est le plus important pour eux. Ils accordent la priorité au confort et à la qualité de vie qu'ils mènent dans l'Hexagone. « Cette situation s'explique par l'intégration du diplômé dans son pays d'accueil, qui en plus d'avoir une famille au Maroc, en a peut-être construit une autre en France », analysent les auteurs du rapport.

Par ailleurs, poursuivent-ils, le contexte politique en France semble inciter davantage les diplômés marocains à rentrer au Maroc que le contexte économique. Pour rappel, le 31 mai dernier, le gouvernement français a promulgué une circulaire du ministre de l'Intérieur Claude Guéant, qui durcit les conditions d'obtention d'un visa de travail dans l'Hexagone. Les indignés mènent jusqu'à ce jour une bataille sans merci pour annuler cette circulaire.

Les freins au retour

Les enquêtés, quelque soit leur niveau d'expérience, mettent en

avant le niveau de salaire et les perspectives de carrière comme freins au retour au pays d'origine. 20 % d'entre eux affirment que l'environnement professionnel au Maroc est peu épanouissant. 30 % des diplômés résidant en France trouvent que le niveau de rémunération est trop bas.

Pour les personnes âgées plus de 30 ans, outre ces problématiques, la pression sociale au Maroc représentent également un frein au retour. « Ceci peut-être dû à leur adaptation au mode de vie français », expliquent les auteurs du rapport.

Satisfaits et insatisfaits

Parmi les diplômés marocains de l'enseignement supérieur français ayant opté pour le retour au pays d'origine, 70 % se disent satisfaits de leur choix. Une décision qui, toutefois, a déçu certains. Ces insatisfaits pointent du doigt l'environnement professionnel et culturel. Ils critiquent également le système de santé marocain. Qu'ils soient mariés, divorcés ou célibataires, ils se disent insatisfaits des prestations du système de santé national. ♦

Les enquêtés, quelque soit leur niveau d'expérience, mettent en avant le niveau de salaire et les perspectives de carrière comme freins au retour au pays d'origine.